



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf : CBC / CBC Réf : VOI-AT-2024-00123	OBJET : FERIA DE PENTECOTE 2024 - STATION DE TAXIS PROVISOIRE PLACE ARISTIDE BRIAND parcelle EY0048 Du 16/05/2024 au 21/05/2024
---	--

Le Maire de la ville de NIMES,
Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Route, et notamment l'article R. 417.10,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu Le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

VU l'Arrêté Municipal n° CIR-AP-2019-00095 du 4 novembre 2019 réglementant l'aire piétonne et notamment l'article 10 limitant le poids des véhicules à 6 tonnes,

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

CONSIDERANT qu'il importe de favoriser FERIA DE PENTECOTE 2024 - STATION DE TAXIS PROVISOIRE dans l'agglomération nîmoise,

ARRÊTE

**ARTICLE 1 - Du 16 Mai 2024 à 17h30 au 17 Mai 2024 à 03h00
Du 17 Mai 2024 à 11h00 au 18 Mai 2024 à 05h00
Du 18 Mai 2024 à 10h00 au 19 Mai 2024 à 05h00
Du 19 Mai 2024 à 10h00 au 20 Mai 2024 à 05h00
Du 20 Mai 2024 à 10h00 au 21 Mai 2024 à 03h00**

1° Une station de taxi provisoire est instaurée Place Aristide Briand (au droit de la parcelle cadastrée EY0048), sur la voie de circulation tourne à gauche située dans la portion de voie comprise entre le Quai de Fontaine et la rue Gaston Boissier.

Le stationnement est considéré comme gênant :

- **Place Aristide Briand (au droit de la parcelle cadastrée EY0048), sur la voie de circulation tourne à gauche située dans la portion de voie comprise entre le Quai de Fontaine et la rue Gaston Boissier.**

2° Les Taxis Nîmois sont autorisés à stationner et occuper la voie de circulation "tourne à gauche" dans la portion de voie comprise entre le Quai de la Fontaine et la rue Gaston Boissier, Place Aristide Briand (au droit de la parcelle cadastrée EY0048). Cette autorisation est valable pour deux véhicules.

ARTICLE 2 - La signalisation relative aux dispositions susvisées est mise en place par les Services Municipaux.

ARTICLE 3 - Les véhicules en infraction au présent arrêté sont enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Polices.

ARTICLE 4 - Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 - La publication du présent acte est consultable sur le site de la Ville de Nîmes : <https://www.nimes.fr/mairie/voirie.html>

ARTICLE 6 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Directeur de la Police Municipale** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,**

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*